



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 41 – Edition du 20 juillet 2023

1  
2

## Bulgarie

- Inflation annuelle de 8,7 % en juin 2023
- Réélection de Dimitar Radev au poste de Gouverneur de la Banque centrale
- Approvisionnement en combustible nucléaire de la centrale de Kozloduy
- Arrêt des appels d'offres pour près de 2 Md EUR par le ministère du Développement régional et des travaux publics
- Entretien du ministre des Transports et des communications avec le concessionnaire de l'aéroport de Sofia.

## Chypre

- Hausse de +2,8% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en juin 2023, après +3,9% en mai
- Nouvelle détérioration des comptes externes du pays au T1 2023
- Le ratio de prêts non-performants demeure stable en avril 2023, atteignant 9,0%
- Le montant des pertes énergétiques dont la production est d'origine renouvelable devrait atteindre 8 M€ en 2023
- L'entreprise Nexans remporte un contrat de 1,43 Md€ pour la fourniture et l'installation de câbles sous-marins dans le cadre du projet EuroAsia Interconnector

## Grèce

- Exécution budgétaire janvier-juin 2023
- En juin 2023, les dettes en souffrance envers les autorités fiscales ont atteint 104,8 Mds€
- La Grèce a levé 250 M€, grâce à la réouverture d'un livre d'offres pour une obligation à cinq ans, à 3,30%
- Six offres ont été déposées pour la nouvelle concession d'Attiki Odos. Vinci est candidate.
- Selon une étude de la confédération grecque du tourisme, près de 70 000 emplois étaient non pourvus au début de la saison 2023

## Roumanie

- L'inflation annuelle continue de ralentir en juin
- L'indice de Production Industrielle recule en mai
- Hidroelectrica sera incluse dans les indices FTSE et MSCI avant la fin du mois de juillet
- L'exploitant du réseau ferré roumain annonce des pertes de plus de 190 Mns € pour 2023,

### LE CHIFFRE A RETENIR :

**2,1 MDS€**

*C'EST LE MONTANT DE L'EXCEDENT  
PRIMAIRE DE LA GRECE AU S1 2023  
CONTRE UN DEFICIT PRIMAIRE DE 3,4 MDS€  
AU S1 2022*

# Bulgarie

## Macroéconomie et finances

**Inflation annuelle de 8,7 % en juin 2023.** Selon [les données](#) de l'Institut national statistique (INS), l'inflation (Indice des prix à la consommation, IPC) annuelle en juin 2023 par rapport à juin 2022 est de 8,7 %, après 10,1 % en g.a. en mai et 11,6 % en g.a. en avril 2023. En juin 2023, les prix de la rubrique « Transports » ont diminué de 13,7 % en g.a. En revanche, ceux de « Divertissement et culture » et des produits alimentaires ont augmenté respectivement de 14,5 % et de 13,3 % en g.a. L'inflation mensuelle (IPC) en juin 2023 par rapport à mai 2023 est de -0,4 % (après -0,1 % en mai par rapport à avril), pour la deuxième fois en territoire négatif depuis juillet 2021. En juin 2023, les prix de la rubrique « Divertissement et culture » ont diminué de 3,1 % par rapport à mai 2023 et ceux des produits alimentaires de 1 %.

Par ailleurs, l'inflation (Indice des prix à la consommation harmonisé IPCH, en annuelle moyenne) pour la période juillet 2022 - juin 2023 par rapport à la période juillet 2021 - juin 2022 est de 12,9 %.

**L'Assemblée nationale bulgare a réélu Dimitar Radev au poste de Gouverneur de la Banque centrale** le 18 juillet dernier pour un deuxième mandat, avec une majorité de 155 députés sur 240. [M. Radev](#) est Gouverneur de la Banque nationale de Bulgarie depuis le 15 juillet 2015. Sa candidature a été proposée par la coalition « GuERB-UDF » (« Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie-Union des forces démocratiques ») et soutenue également par la coalition « Continuons le changement-Bulgarie démocratique ». Les deux coalitions soutiennent un nouveau gouvernement depuis juin cette année avec un Premier ministre en rotation, Nikolai Denkov étant PM pendant les 9 premiers mois (juin 2023-février 2024), auquel devrait succéder Mme Mariya Gabriel pendant les 9 mois restants.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (MDL) a également soutenu la candidature de Dimitar Radev.

Le Gouverneur de la Banque centrale a été réélu en raison de son expérience et de son attitude positive envers l'adhésion future du pays à la zone euro. Une des priorités du gouvernement Denkov-Gabriel est l'entrée dans la zone euro en 2025.

Par ailleurs, le Gouverneur Radev a annoncé qu'il proposerait les députés Andrey Gurov et Petar Chobanov, respectivement de « Continuons le changement-Bulgarie démocratique » et du « Mouvement pour les droits et les libertés » aux postes de vice-Gouverneurs de la Banque centrale.

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Approvisionnement en combustible nucléaire de la centrale de Kozloduy.** Le ministre de l'Énergie Rumen Radev a annoncé le 18 juillet au [Parlement](#) que la centrale nucléaire de Kozloduy a un contrat avec la société russe TVEL, en vigueur jusqu'à la fin 2025, relatif à la fourniture de combustible nucléaire frais. La diversification du combustible (Westinghouse concernant l'unité 5 et Framatome pour l'unité 6) passe par l'autorisation de l'Agence pour la régulation nucléaire ([BNRA](#)). Le Conseil des ministres a approuvé [le 14 juillet](#) un financement supplémentaire pour 2023, de 226 034 EUR (442 085 BGN),

destiné à cette agence pour la réalisation d'une expertise dans le cadre de la procédure d'autorisation d'un nouveau type de combustible nucléaire pour la KNPP.

**Arrêt des appels d'offres pour près de 2 Md EUR par le ministère du Développement régional et des travaux publics.** Le ministère du Développement régional et des travaux publics [a arrêté](#) des procédures d'appels d'offres pour près de 2 Md EUR (4 Md BGN) qui ont été lancées, lors du mandat du gouvernement intérimaire de Galab Donev, par l'Agence des infrastructures routières dans l'objectif d'assurer la réparation et l'entretien des routes sur les 4 prochaines années. La décision du ministère du Développement régional et des travaux publics est motivée par les résultats d'une inspection révélant que les critères des AO sont restrictifs et créent des conditions pour des dépenses non transparentes et inefficaces.

**Entretien du ministre des Transports et des communications avec le concessionnaire de l'aéroport de Sofia.** Le renforcement du contrôle sur la réalisation du contrat de concession de l'aéroport de Sofia par le ministère des Transports et des communications et l'accélération des travaux de modernisation par le concessionnaire ont été évoqués lors de l'entretien [du 18 juillet](#) du ministre des Transports et des communications Georgi Gvozdeykov avec le directeur exécutif de l'aéroport de Sofia Jesús Caballero. Le ministère s'est engagé de fournir l'assistance nécessaire au concessionnaire pour toutes les démarches administratives afin de ne pas retarder la rénovation du Terminal 2. Le concessionnaire Meridiam prévoit des investissements de 25,6 M EUR (50 M BGN) par an sur les trois prochaines années, une réalisation des travaux de reconstruction du terminal 2 entre 2024 à 2026 et de construction du terminal 3 entre 2026 et 2030.

## Chypre

### Macroéconomie et finances

**Hausse de +2,8% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en juin 2023, après +3,9% en mai.** Le taux de croissance des prix ralentit ainsi pour le 11<sup>e</sup> mois consécutif, après avoir atteint un pic en juillet 2022 (+10,6% en g.a.), retombant à son niveau de mi-2021. L'inflation alimentaire (+10,6% en g.a.) constitue la principale composante de l'IPCH, devançant les services d'hôtellerie-restauration (+4,9%) et les meubles et équipements ménagers (+4,3%). En termes sectoriel, la contribution du poste énergétique est en outre négative, à -15,4% sur un an. Par rapport au mois de mai, l'indice des prix harmonisés progresse enfin légèrement, à +0,3%.

**Les données de la Banque Centrale de Chypre font état d'une détérioration des comptes externes du pays au T1 2023.** Le déficit courant s'est considérablement creusé pour atteindre -1,88 Md€ sur la période, soit environ -7,0% du PIB (contre -700 M€ en 2021). Cette évolution est principalement imputable à la hausse du déficit commercial (de -1,34 Md€ à -2,31 Mds€), les importations de biens (3,30 Mds€) restant nettement supérieures aux exportations chypriotes (989 M€). La croissance des importations de biens (+45,1%) a notamment été soutenue par la hausse des prix des biens importés mais aussi l'enregistrement de navires à Chypre (changement de propriété économique). Le solde des revenus primaires demeure lui aussi déficitaire, se creusant de -6,8% à -429 M€. L'ampleur du déficit extérieur est en revanche partiellement atténuée par le solde positif des services, dont l'excédent s'affiche à 959 M€, en baisse de 17,2%. Le compte financier enregistre en outre des entrées nettes de

capitaux à hauteur de +1,18 Md€ au T1 2023, dont 673 M€ d'investissements de portefeuille, contre un solde de +286 M€ au T1 2022. La position extérieure nette du pays demeure enfin largement débitrice à 29,02 Mds€ (environ 107% du PIB), tandis que le stock de dette externe progresse marginalement pour atteindre 167,70 Mds€ (620% du PIB), contre 167,65 Mds€ fin 2022.

Le **ratio de prêts non-performants** demeure stable en avril 2023, atteignant 9,0%. Au total, ces NPLs représentent 2,19 Mds€ dans le bilan des banques chypriotes, contre plus de 24 Mds€ au plus fort de la crise en 2014 et 3 Mds€ fin 2021. Le crédit aux ménages présente un ratio de créances douteuses plus élevé (11,6%) que celui des entreprises non financières (7,7%). Parmi ces dernières, les secteurs du transport et stockage (17,6%), de la construction (11,1%) et de la vente au détail (8,8%) enregistrent notamment des ratios supérieurs à la moyenne. Le taux de provision de ces créances douteuses est enfin en légère hausse, à 49,4%.

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Le montant des pertes énergétiques dont la production est d'origine renouvelable devrait atteindre 8 M€ en 2023.** Selon les données de [l'Association of Licensed Electrical Contractors of Cyprus](#) (ALECC), la vétusté du réseau d'électricité conduirait déjà à une forme de saturation, l'équivalent de 2 M€ d'électricité produite par des panneaux solaires ayant déjà été rejeté par le réseau au T1 2023. Sur l'ensemble de l'année, les pertes atteindraient ainsi 8 M€. La surcharge du réseau chypriote interviendrait principalement lorsque les parcs solaires et éoliens fonctionnent au niveau de leur capacité de production, entraînant la perte de milliers de MW (entre 30 et 40 000 MW attendue en 2023, contre 12 700 MW en 2022). Alors que les sources d'énergie renouvelable, encore faibles au sein du mix énergétique chypriote, se développent sur l'île notamment grâce aux programmes de subventions pour l'installation de panneaux solaires domestiques, près d'un tiers de l'énergie produite par les systèmes solaires en avril aurait ainsi été rejetée selon l'ALECC. Le gouvernement aurait en outre chiffré ces mêmes pertes à près de 20% de l'énergie solaire produite en juin.

**L'entreprise Nexans remporte un contrat de 1,43 Md€ pour la fourniture et l'installation de câbles sous-marins dans le cadre du projet EuroAsia Interconnector.** Pour rappel, ce projet d'intérêt commun (PCI) vise à relier les réseaux d'électricité de la Grèce, Chypre et d'Israël. [Dans son communiqué de presse](#), Nexans indique que le contrat signé concerne le tronçon qui relie Chypre à la Grèce. Le câble haute tension à courant continu (HVDC), d'une capacité de 1 000 MW (extensible par la suite à 2 000 MW) sera installé à plus de 3 000 m de profondeur et long de 2 900 km, constituant ainsi l'interconnexion électrique la plus longue et la plus profonde au monde. Au total, près de 3 M de foyers devraient pouvoir être alimentés en électricité, tandis que le projet, dont l'horizon d'achèvement est fixé vers la fin de la décennie, doit permettre de mettre fin à l'isolement énergétique de Chypre. Les câbles sous-marins seront fabriqués dans les usines Nexans en Norvège et au Japon, et seront posés par les navires câbliers du groupe Nexans Aurora et Nexans Skagerrak. Le [Ministre de l'Énergie chypriote](#) a enfin confirmé à la presse que le coût global du projet, évalué initialement à 1,57 Md€, a été revu à la hausse du fait de la hausse des coûts des matériaux, étant désormais estimé à 1,97 Md€. Jusqu'ici, des financements européens ont été sécurisés à hauteur de 657 M€ dans le cadre de la *Connecting Europe Facility*, tandis que 100 M€ du plan de relance chypriote sont également prévus à cet effet. Selon les propos du ministre, l'Etat chypriote évaluerait les possibilités d'accélérer le bouclage financier du projet, que ce soit via l'octroi de prêts garantis publiquement ou une prise de participation directe de l'Etat.

# Grèce

## Macroéconomie et finances

**Exécution budgétaire janvier-juin 2023** (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 2,467 Mds€ contre un objectif de déficit de 4,265 Mds€ prévu au titre de la loi de finances et contre un déficit de 6,548 Mds€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 2,116 Mds€ est constaté, contre un objectif de déficit primaire de 415 M€ et contre un déficit primaire de 3,425 Mds€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 30,870 Mds€, en hausse de 1,202 M€ (+4,1 %), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en raison notamment de la hausse (+8,9%) des recettes fiscales (27,301Mds€), du versement de la tranche d'ANFA (603M€). Les dépenses totalisent 33,337 Mds€, en baisse de 596 M€ par rapport à l'objectif. Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,183 Mds€, en baisse de 502M€ par rapport à l'objectif (2,685 Mds€). Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 654 M€. Cette évolution est principalement due au décalage des paiements pour des dépenses (668M€) liées à des programmes d'armement.

**Faits marquants du semestre** : Subvention de 503M€ à la Société de l'Information pour répondre aux besoins du pass alimentaire, le versement au Fonds de transition énergétique de 367 M€ des bénéficiaires excédentaires des producteurs d'énergie pour la période du 1er octobre 2021 au 30 juin 2022, ainsi que le versement de 100 M€ au titre de la subvention 2023 pour le chauffage au diesel.

Les paiements pour les dépenses d'investissement exécutés par l'Etat se sont élevés à 4,708 Mds€, dépassant l'objectif initial à hauteur de 58 M€. Les dépenses du Programme d'Investissement Public comprennent un montant de 72 M€ au titre de soutien des mesures COVID-19 dans les Régions, le soutien aux start-ups dans le cadre d'Elevate Greece et la subvention aux PME dans le secteur du commerce de détail, pour le développement d'activités commerciales en ligne. [Ministère grec des Finances](#).

**En juin 2023, les dettes en souffrance envers les autorités fiscales ont atteint 104,8 Mds€**, dont 40,5 Mds€ les dettes des particuliers et 64,2 Mds€ les dettes des entreprises. L'administration fiscale indique que le montant réel à percevoir est de 78,5 Mds€, le reste (26,2 Mds€) étant considéré comme irrécouvrable (Ministère des Finances).

**La Grèce a levé 250 M€, grâce à la réouverture d'un livre d'offres pour une obligation à cinq ans**, à échéance juin 2028, selon [l'Agence de la gestion de la dette grecque](#). Le taux s'est élevé à 3,30%

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Six offres ont été déposées pour la nouvelle concession d'Attiki Odos**, selon un communiqué publié par [l'Agence hellénique de Privatisations](#). Il s'agit de :

- ABERTIS INFRAESTRUCTURAS S.A. •
- Consortium of AKTOR CONCESSIONS S.A. – AVAX S.A. – MERIDIAM EASTERN EUROPE INVESTMENTS 4 S.A.S.
- Consortium of BRISA – AUTO ESTRADAS de PORTUGAL S.A. – RUBICONE MIDCO, B.V. – INTRAKAT S.A.

- Consortium of MACQUARIE ASSET MANAGEMENT MOTORWAY HOLDINGS S.a.r.l. – FINCOP INFRASTRUCTURE LTD
- Consortium of VINCI HIGHWAYS S.A.S. – VINCI CONCESSIONS S.A.S. – MYTILINEOS S.A. – MOBILITY PARTNER S.A.S.
- GEK TERNA S.A.

La procédure d'évaluation des offres débutera immédiatement, selon Taiped.

Selon une [étude de la confédération grecque du tourisme \(SETE\)](#), près de 70 000 emplois étaient non pourvus au début de la saison 2023. Malgré une forte hausse de la [fréquentation touristique](#) en 2022 (+89%) et attendue en 2023, le nombre de postes vacants a crû de près de 12% en un an (60 000 postes vacants en 2022), représentant toujours près d'1 emploi sur 6 dans le secteur touristique (hébergement-restauration). Au total, ce dernier employait 445k personnes à l'été 2022, un chiffre stable par rapport à 2021. L'étude indique également que le secteur de l'hôtellerie-restauration comptait pour 10,6% des emplois au cours de la dernière saison estivale (T3 2022). Par type d'emploi, l'hébergement-restauration représente même 9,9% de l'emploi à temps plein et 18,4% de l'emploi à temps partiel au T3 2022.

## Roumanie

### Macroéconomie et finances

L'inflation annuelle continue de ralentir en juin, à **+10,3 %**, soit sa plus faible progression depuis mars 2022. La hausse des prix est toujours portée par les produits alimentaires, qui se sont renchérissés de +17,9 % au cours des 12 derniers mois. Cependant, le prix des produits alimentaires a légèrement diminué par rapport au mois de mai (-0,1 %) en raison d'une baisse des tensions sur les matières premières. L'inflation des services continue de progresser, à +11,5 %, portée notamment par la forte hausse du prix du transport aérien, qui a augmenté de +28,8 % depuis le début de l'année. L'inflation des produits non-alimentaires est limitée à +4,8 %, notamment en raison de la forte baisse du prix de l'électricité observée depuis le 1<sup>er</sup> janvier (-14,0 %).

L'indice de Production Industrielle recule en mai, pour le deuxième mois consécutif, avec une baisse de **-0,8%**. Si les activités minières progressent (+3,3 %), la production manufacturière (-0,8 %) et d'électricité (-3,6 %) pénalisent l'activité. Les entreprises roumaines doivent faire face au ralentissement de l'économie nationale mais également à la baisse de la demande allemande, premier client de la Roumanie, qui est entré en récession au premier trimestre. Au cours des 5 premiers mois de l'année, la production industrielle a été inférieure de -4,8 % à celle réalisée à la même période en 2022. Cependant, les commandes adressées à l'industrie manufacturière ont progressé de +14,1 % en mai, par rapport à avril, et devraient soutenir l'activité au deuxième semestre.

### Enjeux sectoriels et thématiques

Hydroelectrica sera incluse dans les indices FTSE et MSCI avant la fin du mois de juillet. Les représentants de la Bourse de Bucarest (BVB) ont [annoncé](#) qu'Hydroelectrica serait incluse dans les indices FTSE Emerging Markets et MSCI Frontier Markets. Cela fera d'elle la première entreprise

roumaine à bénéficier des mécanismes d'inclusion rapide de FTSE Russell et MSCI. Selon la BVB ces entrées consolident la présence de la Roumanie sur les radars des investisseurs internationaux. Les actions d'Hydroelectrica (H2O) seront incluses à partir du 19 juillet dans les indices *FTSE Global All-World*, *FTSE Global Large Cap* et *FTSE Emerging* et à partir du 26 juillet dans les indices *MSCI Frontier* et *MSCI Romania*. Hydroelectrica deviendra alors la 7<sup>ème</sup> entreprise roumaine incluse dans ces trois indices FTSE Russell, la 14<sup>ème</sup> dans l'indice *FTSE Emerging*, et la 12<sup>ème</sup> à figurer dans les indices *MSCI Frontier IMI (Investable Market Indexes)*.

**L'exploitant du réseau ferré roumain annonce des pertes de plus de 190 Mns € pour 2023**, soit près de 910% de plus qu'en 2022. CFR SA, l'entreprise publique chargée d'administrer l'infrastructure ferroviaire roumaine, prévoit une augmentation de ses dépenses totales de 20% en 2023 (plus de 200 Mns €) due notamment à une augmentation de 32% dans les dépenses de personnel, de 24% dans les dépenses de stock (énergie, eau et carburant) et de 19% pour les services effectués par des tiers. Si le chiffre d'affaires devrait augmenter de 10% par rapport à 2022 (220 Mns €), il ne représente que 22% du total des revenus d'exploitation qui ne devraient augmenter que de 4% (40 Mns €). Les revenus des transferts pour l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure ferroviaire devraient eux chuter de 14%. Enfin, CFR SA estime que les retards de paiement, d'un montant de 32 M€, doubleront par rapport à 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/trésor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/trésor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes  
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

[Athenes@dgtresor.gouv.fr](mailto:Athenes@dgtresor.gouv.fr)